

Anthony N. Wedgwood Benn 1925-2014

anthony Wedgwood Benn, ou « Tony » Benn comme il se faisait appeler à partir des années 1970, qui est décédé le 14 mars 2014, a été une des figures les plus marquantes du parti travailliste britannique d'après-guerre. À partir des années soixante-dix, il a joué un rôle dirigeant au sein de son aile gauche, alors en pleine ascension, et il a continué ses combats de toujours après avoir quitté des fonctions électives en 2001 (pour se consacrer plus pleinement, disait-il, à la politique). Il a été particulièrement actif dans le mouvement contre les guerres successives déclenchées par l'administration Bush et fidèlement appuyées par son camarade de parti, Anthony Blair. Il a aussi été une des personnalités politiques britanniques les plus vilipendées, non seulement par la droite médiatique et politique, qui le haïssait, mais aussi par cette partie de la gauche britannique qui a capitulé idéologiquement devant le rouleau compresseur néolibéral sous les directions travaillistes successives de Neil Kinnock, de John Smith et (surtout) de Blair. La notice nécrologique publiée par *The Guardian* le 14 mars 2014 et écrite par un des commentateurs universitaires les plus lénifiants du blairisme, Brian Brivati, en est une illustration remarquable : fielleux, rancunier, s'en prenant au défunt

KEITH DIXON

désormais incapable de se défendre et, partant, à l'ensemble de la gauche britannique non-convertie au « réalisme » blairiste, Brivati consigne Benn et ses idées à la poubelle de l'histoire des utopies déchues devenues « réactionnaires ». Rien à retenir, selon Brivati, en termes d'idées politiques de cette carrière hors du commun de cinquante ans. Si une partie de la droite conservatrice fait aujourd'hui l'éloge d'un adversaire, qu'elle présente volontiers comme un homme de principe, n'oublions pas que ce sont les mêmes qui pendant ses années de combat ont poursuivi Benn de leur vindicte, créant même un néologisme – « Bennery » – pour décrire ce qu'ils percevaient comme les éventuelles conséquences politiques apocalyptiques du positionnement de Benn dans les débats britanniques des années soixante-dix et quatre-vingt. La manifestation spontanée de sympathie de centaines de militants de ses causes diverses lors de ses funérailles le 27 mars à Londres vient rappeler que les combats

et les idées de Benn ont encore une forte résonance dans une Grande-Bretagne pourtant largement normalisée.

Cependant la trajectoire politique de Benn n'était pas écrite d'avance. Né dans une riche famille de notables – son père a quitté le parti libéral pour le parti travailliste dans les années 1920 et a été secrétaire d'État (pour l'Inde) dans le malheureux gouvernement de Ramsay MacDonald (1929-1931), ainsi que dans celui d'après-guerre de Clement Attlee – il a suivi le chemin éducatif traditionnel du jeune bourgeois qu'il était : d'abord au lycée privé prestigieux de Westminster¹, ensuite en étudiant la philosophie, la science politique et l'économie à New College, à l'université d'Oxford. Il a d'ailleurs gardé toute sa vie l'accent des classes dominantes britanniques cultivé dans ces établissements. Mais, paradoxalement, c'est l'expérience vécue des privilèges de ce monde-là qui a forgé son opposition frontale au secteur privé dans l'éducation, une des sources principales des inégalités outre-Manche, comme c'est son expérience dans la *Royal Air Force* en Rhodésie (aujourd'hui le Zimbabwe) pendant la Deuxième Guerre mondiale qui a fait de lui un anti-raciste conséquent. Il a été le premier député britannique à déposer une motion parlementaire contre l'apartheid et, plus tard, un soutien sans faille du « terroriste » Mandela à une époque où il n'y avait pas encore de *tee-shirts* avec son effigie. C'est déjà un fait remarquable dans la biographie de Benn que cet engagement anti-raciste et anti-colonial à partir des années quarante, alors que le parti travailliste tardait à rompre avec

l'impérialisme britannique et était peu enclin à accorder son soutien à ceux et à celles qui, de l'Inde au Kenya en passant par l'Irlande, voulaient en finir avec l'emprise impériale de Sa Majesté.

Si, comme le film documentaire – *L'Esprit de 45* – de Ken Loach nous le rappelle, Benn était déjà jeune militant travailliste lors de la victoire de son parti en juin 1945, il va falloir un certain temps pour qu'il trouve ses marques à gauche. Au contraire, il commence sa vie politique active (élu au parlement pour la première fois en 1950) plutôt sur des positions centristes au sein du parti. Ainsi dans les années 50, s'oppose-t-il aux tenants de la ligne de gauche représentés, entre autres, par l'ancien ministre de la Santé (et donc responsable de la mise en place du *National Health Service*) Aneurin Bevan, et prend fait et cause pour le droitier Gaitskell. Lorsqu'il fait son entrée dans le premier gouvernement de Wilson en 1964, il n'est pas encore le Tony Benn qu'il va devenir dans les années soixante-dix. Une fois de plus, c'est l'expérience vécue de l'intérieur de l'exercice du pouvoir qui va peu à peu faire de lui un critique intransigent des moeurs de la caste dirigeante britannique et de leurs accompagnateurs politiques, un adversaire de la constitution non-écrite monarchique (en tant que responsable de la Poste dans le premier gouvernement de Wilson, il va proposer, sans succès, de retirer la tête du monarque des timbres britanniques) et un avocat de la démocratie interne au parti travailliste pour en finir avec le règne des caciques.

Les combats politiques de Benn contre la constitution britannique représentent d'ailleurs un des aspects souvent négligés dans les commentaires sur ses prises de position politiques. C'est sans aucun doute sa situation personnelle qui lui

1. On notera en passant que Kim Philby, le célèbre espion anglais qui s'est mis au service de l'Union soviétique dans les années quarante est également passé par le lycée privé de Westminster.

a fait porter une attention particulière aux dispositifs aussi contraignants que conservateurs d'une constitution que d'aucuns en France trouvent encore aujourd'hui admirable (nous pensons à l'inénarrable Alain Duhamel, entre autres, mais il est loin d'être seul parmi les commentateurs politiques attirés en France, à être séduit par la « stabilité » monarchique d'outre-Manche). Benn a très vite compris que cette constitution « non écrite » avait une propension lourde à reproduire à l'identique les modalités de domination sociale et politique dont elle a toujours été (et est toujours) porteuse : le caractère intouchable de la monarchie, quels que soient les dysfonctionnements personnels de ceux et de celles, au sein de la famille Windsor, qui la perpétuent ; la soumission organisée des nations dites « périphériques » – pays de Galles, Écosse, Irlande (du Nord) – à l'État central britannique ; le maintien d'un anachronisme historique – la Chambre des *lords* – toujours debout malgré les bien timides « réformes » néo-travaillistes ; un système politique dominé par l'exécutif, réduisant le rôle du parlement à une simple chambre d'enregistrement et conduisant à ce qu'un observateur (conservateur) a appelé « une dictature élective ». Benn est né fils d'un vicomte dont le titre héréditaire avait été octroyé par le gouvernement de coalition en 1942. Un de ses premiers combats a été celui de l'abrogation d'un dispositif constitutionnel qui *imposait* l'acceptation d'un titre héréditaire et donc qui excluait les bénéficiaires de toute participation à la vie électorale démocratique (un *lord* ne peut pas se présenter aux élections pour la Chambre des communes). Le combat a été couronné de succès en 1963, ce qui a permis à Benn de renoncer à son titre de vicomte de Stansgate et de continuer à se soumettre au suffrage uni-

versel. Ce combat a laissé la place à bien d'autres dans le même domaine : Benn a été un des rares politiciens britanniques à se proclamer républicain et exiger l'abolition de la monarchie et, à la différence de bon nombre de ses camarades travaillistes, il a été un partisan de la dévolution des pouvoirs politiques au pays de Galles et à l'Écosse (le début d'un processus qui conduira inéluctablement, comme ses adversaires l'ont toujours affirmé, à la destruction de l'État d'Union britannique).

Ce sont cependant les années de crise, à partir de la fin des années soixante, et l'intensification des combats politiques en Grande-Bretagne qui vont faire de Benn une figure de proue de la gauche parlementaire et extra-parlementaire. C'est pendant cette période que Benn va radicaliser ses prises de position politiques et théoriques et se rapprocher d'une base ouvrière en rupture avec les pratiques consensuelles de l'appareil travailliste. En effet, les années soixante-dix sont marquées par une insubordination ouvrière qui inquiète non seulement les directions d'entreprise (et des syndicats) mais aussi la classe politique dans son ensemble, travaillistes et conservateurs confondus. Pendant un bref moment, la gauche ouvrière semblait avoir le vent en poupe, et Benn était de tous ses combats, de l'occupation des chantiers navals de l'*Upper Clyde Shipbuilders* dans l'ouest de l'Écosse en 1972 qui a fait plier le gouvernement conservateur d'Edward Heath jusqu'à la grève menée par la *National Union of Mineworkers* en 1984-1985 qui a marqué la fin de cette période de puissance défensive du mouvement ouvrier britannique².

2. La présence d'Arthur Scargill, président du syndicat des mineurs au cours de l'affrontement

Pendant cette période, Benn a mené au sein du parti travailliste non seulement la bataille de la radicalisation de son programme mais aussi celle de la transformation de sa façon de faire de la politique, à l'extérieur comme à l'intérieur du parti, avec la préoccupation permanente d'élargir les périmètres de la démocratie politique en faisant intervenir la base. Quoi que puisse affirmer le professeur Brivati, Tony Benn a été aussi bien homme d'idées qu'homme d'action, et a multiplié les interventions écrites et orales, surtout pendant ces années de bouleversement politique, en faveur d'un autre travaillisme porteur d'un vrai projet de transformation économique et sociale, aux antipodes de ce qu'est devenu le parti travailliste sous les effets de la « modernisation ». Un travaillisme radical aussi armé théoriquement et politiquement que l'était son adversaire de taille – le thatchérisme. Cette autre stratégie s'appelait à l'époque l'*Alternative Economic Strategy* (AES), popularisée entre autres dans les livres de Stuart Holland et de Tony Benn, mais aussi dans les interventions des économistes proches ou membres du parti communiste britannique, comme le chercheur de l'université de Cambridge, Bob Rowthorn (qui a depuis tourné le dos résolument à sa radicalité juvénile). Au milieu des ruines du « consensus keynésien », les avocats de cette stratégie défendaient une autre vision de l'avenir économique de la Grande-Bretagne, en insistant sur la nécessité de planifier les échanges en resserrant les liens économiques avec le Tiers-Monde dans des relations plus égalitaires, sur l'octroi de nouveaux pouvoirs

avec le gouvernement de Thatcher, à l'enterrement de Benn vient rappeler la proximité entre les deux hommes et le rôle qu'a joué Benn dans le soutien aux mineurs en grève.

de décision aux salariés et à leurs organisations syndicales au sein des entreprises pour aller vers un contrôle ouvrier de l'appareil productif, et sur la nécessaire intervention de l'État dans la défense du tissu industriel britannique. Pour beaucoup d'entre eux, cette stratégie impliquait non seulement une rupture avec le grand frère américain mais aussi avec le marché commun européen, trop captif du libéralisme économique. Mais l'AES, dans sa forme la plus large, allait bien au-delà de ces préconisations économiques en réclamant, par exemple, l'abolition de la monarchie ainsi que des *public schools* – ce réseau de lycées privés qui est le véritable moteur de la reproduction de la domination sociale outre-Manche. Au vu de ces revendications portées par une base de plus en plus remuante, on peut comprendre l'inquiétude de l'allié américain, qui n'avait jamais trop bien compris le socialisme britannique mais le trouvait désormais franchement alarmant.

Si les combats de Benn (et donc de la gauche travailliste) de cette époque ont été parfois couronnés de succès (la reconnaissance de la légitimité de la lutte de l'ANC en Afrique du Sud, par exemple, ou l'octroi d'une plus grande place de la base dans le processus décisionnel au sein du parti travailliste – victoire qui n'a duré qu'un temps), il a aussi connu de sévères défaites politiques dans ses deux tentatives de se présenter à la tête du *Labour* (en 1976 et 1988) ainsi que dans l'élection interne du *leader* adjoint (en 1971 et 1981). Il avait contre lui, il faut bien le dire, tout le poids de l'*establishment* britannique, une presse souvent déchaînée et un appareil travailliste dans sa quasi-totalité, sans parler des notables du parti (Harold Wilson avait dit de Benn qu'il « prenait de l'immatriculation avec l'âge »). Ce qui est peut-être

le plus remarquable, c'est que ce radical d'inspiration à la fois marxiste³ et chrétien a pu tenir aussi longtemps au sein d'un parti en rupture croissante avec ses idéaux. C'est sans doute le sens de cette remarque déjà citée où Benn expliquait que son retrait du parlement britannique lui donnerait enfin le temps de faire de la politique. Il manquera aux combats qui étaient les siens pour la démocratie politique, contre la belligérance néolibérale, contre ces inégalités qui sont devenues la marque de fabrique de la société britannique qu'il a tout fait pour transformer. ■

3. Pour comprendre la relation que Benn, qui ne se disait pas marxiste, entretenait avec le marxisme, lire le texte de son *Marx Memorial Lecture* publié dans *Marxism Today* (volume 26, numéro 5) en mai 1982.